65e Année — N° 4
Le Numéro 10 CENTIMES
BUREAUX ET RÉDACTION : ROUBAIX, Grande-Rue, 71 TOURCOING, rue Carnot, 53
ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Poste seule ..... 9.» 17.50 30.»
Prime ..... 5.» 10.50 22.»
Tout payé ..... 12.» 25.» 45.»

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE-PROPRIÉTAIRE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

65e Année — N° 4
DIMANCHE 4 Janvier 1920
Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, ROUBAIX 53, rue Carnot, TOURCOING

LE CHATIMENT DES COUPABLES

Quelques pensées du maréchal Foch

Comment nous avons gagné la guerre

Sous ce titre, un de nos confrères parisiens publiait, cette semaine, un article dont je me plais à reprendre, pour mes lectrices, les idées maîtresses.

« Dès l'âge de 17 ans, dit le Maréchal Foch, j'ai songé à la revanche, après avoir vu les Allemands à Metz. Or, quand un homme de capacité ordinaire concentre toutes ses facultés et tous ses moyens sur un but unique, en travaillant ferme et sans diverger, il le doit atteindre; et, pour agir, il ne doit pas se perdre en impressions. »

Comment donc j'ai gagné cette guerre?... en « fumant ma pipe »... je veux dire en ne m'excitant pas, en ramenant tout au simple, en évitant les émotions inutiles, en réservant toutes mes forces pour être tout à ma tâche.

On m'a souvent demandé si j'avais cru à une guerre longue. Je n'en sais rien, ce n'est pas mon affaire. L'avenir n'appartient jamais aux hommes, et c'est une perte de temps, de pensées et de forces, de le diagnostiquer au détriment de la besogne de l'heure présente.

J'ai toujours voulu faire mon travail comme toutes choses selon la formule et en cherchant à conduire les grandes choses avec toute la conscience qu'on apporte aux petites.

A chaque jour suffit sa peine et la peine de chaque jour suffit.

Quand on philosophe à l'excès sur les conséquences d'un acte que l'on croit devoir faire, on perd pied et forces. Or, il ne faut pas s'impressionner.

Avant tout doit primer la volonté basée sur la confiance, mais cette volonté n'est rien si elle ne sait pas user des moyens....

La guerre exige une pensée ingénieuse toujours en éveil et mettant en action une morale.

Ne me parlez pas de gloire, de beauté, d'enthousiasme, que sais je... tout cela ce sont des manifestations verbales, ce sont des forces perdues. Rien n'existe que les faits, parce que les actes seuls sont utiles.

Et puis, dit-il, encore un mot : Sans faire intervenir le miracle, quand « dans un moment historique, une vue claire est donnée à un homme et que, par la suite, il se trouve que cette vue claire a déterminé des mouvements énormes de conséquence dans une guerre formidable, j'estime que cette vue claire — je pense l'avoir eue à la Marne, à l'Yser, ou 26 mars — vient d'une force providentielle entre la main de laquelle on est un instrument et que la décision victorieuse est émerée d'en haut par une volonté supérieure et divine. »

* *

Quels enseignements dans ces paroles, et qui concerne nous, au cours de la vie ordinaire ne peut se les appliquer.

Chaque jour à chaque heure, n'avons nous pas, chacun dans notre sphère, une guerre à servir, une vérité à défendre, une victoire à remporter?

Tendre tous ses moyens vers le but à atteindre sans se laisser distraire par le leurre, ni envahir par la douce, ni énerver par les obstacles, quelle force.

Il en est des petites actions comme des grandes, elles demandent toutes un effort continu, elles ont chacune un but à atteindre qu'il faut atteindre, aucun détail n'est à négliger pour réussir.

Quand j'ai rencontré dans la vie, des êtres que semblait favoriser le sort, je les ai interrogés — et j'ai recueilli ainsi bien des enseignements.

Apporter à chacun de ses actes toute la perfection possible [illegible] avec confiance et persévérance, sans se laisser abattre par les obstacles, n'est-ce pas préparer demain ? Quel meilleur moyen de résoudre l'avenir qui n'est pas à nous qu'd'accomplir les devoirs du présent qui nous appartient ? Ne pas se perdre en impressions ou émotions inutiles, armer sa volonté pour l'action, maîtriser ses nerfs, voilà la force. Ramener tout au simple est le propre des vrais chefs. Compliquer une situation c'est la compromettre, c'est douter de soi. Or la confiance est nécessaire au succès.

Si nous analysions dans les moindres détails les conséquences de chacun de nos actes serions-nous agir ?

Quand nous sommes servis par un jugement sûr, et que, guidés par la droiture de notre conscience nous nous décidons à l'action, nous sommes infiniment supérieurs aux hésitants. Ceux-ci croiront à la chance et se plaindront amèrement de n'être pas servis par elle.

Saisir l'occasion, en tirer parti, sagement voilà le meilleur moyen de servir la chance.

Mettre en action une morale, en donnant un but élevé à sa conduite, quelle force au service de l'idéal?

Comme de telles paroles réconfortent, et comme il est grand l'homme qui ramène tout au simple, qui ne tire aucune vanité de son génie, qui accomplit les plus grands et les plus petits devoirs avec la même conscience.

Que les qualités maîtresses de celui qui nous a conduits à la victoire soient pour nous tous un enseignement. Et quand nous aurons ainsi donné le maximum de conscience à notre vie, nous pourrons aux heures suprêmes compter sur cette providence qui nous donne la claire vision du devoir et la réussite. Aide-toi, le Ciel t'aidera.

PERVENCHE.

LES GRANDES FRANÇAISES

MME TAPDIVEAU D'HALLUIN
la « maman » qui a réconforté et soutenu les soldats et les orphelins

INFORMATIONS

M. FOCH A DISTRIBUÉ 300 MILLIONS DE FRANCS

[illegible] Maréchal Foch a distribué à ses collaborateurs des gratifications [illegible] 100 millions de francs. Des gratifications [illegible] ont été faites aux services de chaque emploi [illegible] de 100 francs.

[illegible] employés des [illegible] Ford.

LE SERVICE DES PAQUEBOTS ENTRE CALAIS ET DOUVRES

Le service des paquebots entre Calais et Douvres recommence [illegible]

L'Heure du Châtiment

Le Gouvernement allemand veut sauver les coupables

Le gouvernement allemand fait connaître, [illegible] de la presse, qu'il fera des démarches à Paris en faveur de Robert Roehling [illegible] Allemagne. Il prétend que Roehling exécuta simplement des ordres émanant des autorités supérieures [illegible] Le gouvernement de Berlin espère obtenir l'annulation du jugement d'Appel.

[illegible] nous avons ici, en présence d'une [illegible] qui peut mettre hors de [illegible] la bande des barbares et de pillards qui a déclenché la guerre et pour [illegible] la reddition de [illegible] avec confiance et persévérance, sans se laisser abattre par les obstacles, n'est-ce pas préparer demain ? Quel meilleur moyen de résoudre l'avenir qui n'est pas à nous qu'd'accomplir les devoirs du présent qui nous appartient ? Ne pas se perdre en impressions ou émotions inutiles, armer sa volonté pour l'action, maîtriser ses nerfs, voilà la force. Ramener tout au simple est le propre des vrais chefs. Compliquer une situation c'est la compromettre, c'est douter de soi. Or la confiance est nécessaire au succès.

Si nous analysions dans les moindres détails les conséquences de chacun de nos actes serions-nous agir ?

Quand nous sommes servis par un jugement sûr, et que, guidés par la droiture de notre conscience nous nous décidons à l'action, nous sommes infiniment supérieurs aux hésitants. Ceux-ci croiront à la chance et se plaindront amèrement de n'être pas servis par elle.

Saisir l'occasion, en tirer parti, sagement voilà le meilleur moyen de servir la chance.

Mettre en action une morale, en donnant un but élevé à sa conduite, quelle force au service de l'idéal?

Comme de telles paroles réconfortent, et comme il est grand l'homme qui ramène tout au simple, qui ne tire aucune vanité de son génie, qui accomplit les plus grands et les plus petits devoirs avec la même conscience.

Que les qualités maîtresses de celui qui nous a conduits à la victoire soient pour nous tous un enseignement. Et quand nous aurons ainsi donné le maximum de conscience à notre vie, nous pourrons aux heures suprêmes compter sur cette providence qui nous donne la claire vision du devoir et la réussite. Aide-toi, le Ciel t'aidera.

PERVENCHE.

UN APPEL A LA RAISON

Le général comte de Montgelas, membre de la Commission de publication des documents relatifs à la guerre, publie dans le « Berliner Tageblatt », un appel invitant les officiers figurant sur les listes de l'Entente à se livrer à une résistance pouvant, dit-il, entraîner d'autres dangers pour le pays, et jeter la division dans le peuple.

Il termine en déclarant :

« La moisson de haine sera le « lait motif » [illegible] pour nous tous si ils osent en venir à exposer à ceux qui d'une [illegible] erronées, dirigent [illegible] en accusateurs et en juges.

QUELS SERONT CES DOCUMENTS ?

La « Gazette de Francfort » publie la dépêche suivante :

Afin de donner au peuple allemand un aperçu général des méthodes employées par l'administration alliée à Lille, on publiera prochainement, sous le titre : « Lille Violentée », avec l'autorisation des autorités compétentes, tout le matériel documentaire allemand.

Nous n'avons plus de gaz à Roubaix
Nous allons manquer de charbon

LA CAPITALE RAVITAILLÉE A NOTRE DÉTRIMENT

Le nombre des crises de toute nature qui, depuis un certain temps, s'abattent sur notre pays libéré et viennent entraver la besogne ardente de reconstitution s'accroît actuellement de façon inquiétante.

A l'état latent, nous souffrions déjà de la crise du charbon et de celle du gaz; elles sont entrées maintenant dans une phase aiguë : de gaz, il n'y en a plus du tout et de charbon presque plus. L'électricité est fournie par intermittences et, dans l'intervalle on s'éclairait jusqu'aujourd'hui avec des bougies, parce que le pétrole manque aussi. A leur tour, les bougies deviennent rares, et certains commerçants n'ont pas craint de pratiquer la hausse.

Les prévisions les moins favorables qui ressortaient de notre enquête d'hier sur la question du gaz, se sont malheureusement réalisées : samedi après-midi, l'arrêt était complet et aujourd'hui, dimanche, à midi, les ouvriers de l'usine à gaz seront licenciés.

NOTRE ENQUÊTE

Devant la gravité de la situation créée par ces crises qui se succèdent et s'aggravent l'une par l'autre, nous avons voulu, afin de renseigner la population sur leurs causes, leur durée, leurs remèdes, interroger quelques-unes des personnalités les plus autorisées pour émettre un avis.

Nous nous sommes d'abord adressé à M. Ricart, directeur de la Compagnie du gaz; en l'absence de M. Lebas, maire de Roubaix, à M. De Brabander, adjoint; à M. Lecomte, directeur de l'octroi, agent comptable du service municipal des charbons; à M. Gilbert Sayet, secrétaire de la Chambre de Commerce.

Plus de gaz

Ce que dit M. RICART, directeur de la Compagnie

M. Ricart, aux efforts intelligents de qui la ville doit de n'avoir point eu à déplorer un mois plus tôt la crise qui éclate aujourd'hui, est navré de ce qui se produit.

Il veut bien nous déclarer :

L'ARRET EST COMPLET. — LES OUVRIERS SONT LICENCIES

Je n'ai pas cessé de signaler à l'administration municipale la situation précaire dans laquelle se trouvait l'usine au point de vue du ravitaillement en combustible.

C'est ainsi qu'il y a quinze jours, j'ai télégraphié à M. Lebas, député-maire, à Paris, pour le prier d'intervenir auprès du ministre afin qu'il me soit fait des envois d'urgence. L'intervention réclamée se produisit, mais les arrivages me parvinrent en quantités insuffisantes pour me permettre de reconstituer un stock raisonnable. Malgré les promesses faites, l'usine manque totalement de charbon. L'arrêt complet s'est produit ce midi et les ouvriers sont licenciés à partir de dimanche matin.

Les quantités de gaz que j'ai conservées dans les réservoirs, sont suffisantes pour assurer seulement le remplissage des consommateurs; en effet, il faut éviter les explosions qui pourraient se produire par rentrée d'air si l'on ne maintenait pas de gaz dans la tuyauterie.

Samedi à midi, j'espérais encore recevoir du charbon par voie de fer et éviter l'arrêt; deux trains étaient annoncés en gare de Roubaix, ils ne m'ont rien amené, force m'a été de me résoudre à un arrêt complet.

L'ARRET POURRAIT SE PROLONGER

Il ne m'est pas possible de fixer un terme à la crise actuelle. Un bateau m'est annoncé comme parti de Dunkerque le 26; ils mettent ordinairement dix jours pour faire le voyage.

[illegible] mon approvisionnement est donc assuré uniquement par eau, ce n'est pas avant huit jours que l'usine pourra être remise en route. Les transports par fer seulement, combinés avec ceux par eau, peuvent améliorer rapidement la situation. Le mois de janvier est très mauvais pour le transport par canaux, la température semble s'abaisser et les gelées sont à craindre : la voie d'eau seule laisse trop d'aléas.

La consommation journalière de l'usine est de 110 tonnes; il faut, pour marcher normalement, un stock suffisant et la remise en route ne sera possible qu'après sa reconstitution. En tout cas ce serait 48 heures après seulement que la fourniture de gaz deviendrait effective.

LE TRANSPORT PAR TERRE IMPRATICABLE

Le transport par terre, étant donné que la quantité hebdomadaire à transporter est de 770 tonnes, exigerait un minimum de 26 camions automobiles de 5 tonnes, marchant sans aucune panne. Le prix de revient est de 3 francs par tonne kilométrique; c'est dire que ce moyen d'alimentation en combustible n'offre pour nous aucun côté pratique. Nous ne trouverions pas plus de camions à louer pour assurer temporairement ce service. L'usine avait actuellement 20 fours en ordre de marche sur les 32 qui existaient avant la guerre. La production était régulièrement suffisante pour tous les besoins de la ville. Des améliorations et des constructions sont en outre en projet pour l'année prochaine.

LA CRISE DE L'ÉLECTRICITÉ

M. Ricart termine en nous disant que la situation de l'usine d'énergie électrique de Wasquehal n'est pas en voie d'amélioration et que de ce côté également il faut craindre de graves mécomptes.

M. DE BRABANDER, Adjoint au Maire

MM. Lebas, député-maire, et Watremez, adjoint particulièrement chargé de cette question, étant tous deux absents, nous avons rencontré un autre adjoint, M. De Brabander qui nous a dit :

Dès que la municipalité a appris, ce matin, la fermeture de l'usine à gaz, elle a fait appeler M. Dutruel, qui dirige à la Mairie le service des charbons. Un télégramme a été adressé immédiatement au ministre à Paris pour exposer la situation et réclamer du charbon d'urgence.

La question du charbon

LE RAVITAILLEMENT DE LA POPULATION

En ce qui concerne le ravitaillement de la population en charbon, ajoute M. De Brabander, nous avons reçu cinq bateaux en dix jours, ce qui nous a permis d'activer la répartition, de terminer le tour et de servir les retardataires.

Pour l'avenir, si les arrivages continuent de cette façon, nous pourrons assurer une répartition plus rapide. D'autre part, le versement anticipé du prix du charbon suscite les réclamations des personnes qui, parfois, ne sont servies que deux mois après avoir payé leur charbon; nous avons divisé la ville en deux sections d'inscription, de façon à ce que la population reçoive, dans un délai plus court les quantités pour lesquelles elle est inscrite.

LA POPULATION NE VEUT PAS DE COKE IL COUTE TROP CHER

Une remarque s'impose à propos du coke : 50 p. c. de la population seulement s'est fait inscrire pour recevoir du coke; 27 tonnes sur 50 ont été distribuées. Ce fait tient probablement au prix élevé du coke.

Puisons remarquer en passant que, s'il en est ainsi, il y aurait peut-être lieu de faire disparaître la restriction de fourniture de coke imposée aux personnes qui faisaient usage d'un réchaud à gaz. Pendant la période de crise, en effet, celles-ci vont se trouver lésées.

M. LECOMTE, Directeur de l'Octroi
« Paris prend notre charbon »

M. Lecomte, dont tout le monde connaît le dévouement et la conscience dans l'accomplissement de ses fonctions, nous confie que son rôle dans l'organisme municipal se borne à celui d'agent comptable et reste donc purement théorique. Il n'est donc pas mêlé à la question des arrivages.

Néanmoins, nous tenons à recueillir son impression comme celle d'un homme expérimenté et plein de bon sens.

Pour M. Lecomte, la crise du charbon provient surtout du fait que la production du bassin du Nord et du Pas-de-Calais est acheminée sur Paris.

— Observez, nous dit-il, ce qui se passe lorsqu'une crue de la Seine empêche les bateaux de Rouen d'arriver : immédiatement, on rafle le charbon qui se trouve à Béthune ou ailleurs et la crise se déclare dans le Nord.

M. G. SAYET
Secrétaire de la Chambre de commerce
« Tout notre charbon est dirigé sur Paris »

M. G. Sayet est le distingué secrétaire de la Chambre de commerce. Mais comme cette Compagnie est chargée de la répartition du charbon aux grosses industries et que cette question du charbon prime toutes les autres dans l'ordre chronologique, si l'on peut dire, il nous révèle que, depuis quelques semaines, il ne fait guère que s'occuper du charbon.

Mais enfin, demandons-nous, à M. Sayet quelle est la véritable cause de la crise du charbon. Une crise expliquant l'autre, les transports sont-ils coupables ?

— Je ne le crois pas. Et voici des faits qui démontreraient le contraire : Le 25 décembre, 141 péniches attendaient d'être chargées dans le Pas-de-Calais. Il y a 15 jours, il existait, dans ce bassin, un stock de 150.000 tonnes. Il est aujourd'hui épuisé.

— Eh bien ?

— Mais une chose certaine, c'est qu'il n'est pas venu dans le Nord. Il part chaque jour de ce même bassin 23.000 tonnes dont 18.000 pour Paris.

— Ah ! nous y voilà. Mais, puisque, d'autre part, nos ports de la Manche et de l'Océan sont encombrés de charbons anglais, pourquoi ne pas diriger ce dernier sur Paris et celui du Nord sur le Nord, ce qui économiserait des transports. Est-ce à cause du prix beaucoup plus élevé de la houille anglaise ?

— Le prix ne doit pas intervenir puisqu'il y a péréquation.

M. Sayet conclut qu'il y a donc là à la crise actuelle tout un ensemble de causes qu'il est assez difficile de déterminer, mais qui, peut-être pourraient se résumer dans l'insuffisance du travail résultant de l'application trop brusque et trop générale d'une loi dont le principe est cependant juste, la loi de 8 heures.

La conversation étant venue sur le charbon de la Sarre, — qui nous appartient, il ne faut pas l'oublier — M. Sayet nous dit qu'une certaine quantité de ce charbon, 10.000 tonnes environ, est attendue.

LE ROLE de la Chambre de Commerce

A la conversation ci-dessus nous pouvons ajouter la note suivante qui expose de façon très complète le rôle de la Chambre de commerce dans la question du charbon.

La crise du charbon s'aggrave chaque jour davantage, aussi bien pour la consommation domestique que pour la consommation industrielle. Pour cette dernière, notamment, les arrivages ne permettent pas en ce moment de couvrir plus de la moitié des besoins. On juge des difficultés qu'une telle insuffisance engendre pour nos industries dont la plupart ne peuvent alimenter leurs chaudières que par des moyens de fortune très coûteux et sans lendemain.

Cette déplorable situation n'est pas sans soulever de très vives et très légitimes réclamations auprès de la Chambre de Commerce de Roubaix qui, malheureusement, n'a pas le pouvoir de leur donner satisfaction, bien qu'elle adresse dans ce but appel sur appel aux administrations compétentes.

M. le Ministre de la Reconstitution Industrielle a reconnu, dans une lettre qu'il a écrite le 30 décembre à cette Compagnie, que les expéditions faites à Roubaix étaient insuffisantes pour assurer la marche des usines, et comme faible de consolation il a ajouté que si les envois ont été très faibles pendant la première semaine de décembre, en raison des difficultés de transport, dans le bassin du Pas-de-Calais, un effort sérieux avait été fait, depuis, pour améliorer la situation, puisque au 22 décembre le chiffre total atteignait 15.000 tonnes.

Cet effort a-t-il été aussi énergique qu'il eut pu l'être. Il est permis d'en douter quand on sait que, non seulement beaucoup de wagons restent disponibles de tous côtés sur le réseau du Nord, mais encore qu'un grand nombre de péniches, attendent depuis des semaines leur chargement aux mines du Pas-de-Calais.

Quoiqu'il en soit, personne ici ne doute de la bonne volonté de M. Loucheur et des efforts qu'il accomplit pour assurer la marche de nos industries, mais cela n'empêche qu'il convient d'indiquer combien sont peu suivies par ses services les instructions qu'il leur donne pour l'exécution de ses promesses.

Sans tenir plus de compte que le Bureau National des Charbons des contingents officiels qu'il a établis mais qu'il ne respecte pas lui-même, on neut dire que les besoins de la consommation industrielle de la circonscription de la Chambre de Commerce de Roubaix exigeraient en décembre de 1.800 à 2.000 tonnes par jour ouvrable, soit 45 à 50.000 tonnes de charbon par mois. Il n'a été expédié pour y faire face que la moitié de la consommation actuelle, c'est-à-dire 7.000 tonnes environ de moins que le mois précédent, alors que la consommation suit une voie régulièrement ascendante.

On peut se rendre compte par ces données puisées à bonne source, qu'il est matériellement impossible à la Chambre de Commerce de donner entière satisfaction aux demandes qui lui sont faites. Son rôle est de répartir le charbon qu'elle reçoit et elle le remplit le plus équitablement possible, en s'entourant des conseils d'une commission spéciale d'industriels qui peut suivre et contrôler la juste répartition des arrivages.

Il est évident que cette répartition ne peut pas être au jour le jour mathématiquement proportionnelle aux besoins de tous. On ne peut servir tout le monde à la fois et ceux qui paraissent être favorisés un jour sont exposés à leur tour à se trouver dans une situation contraire le lendemain. Tout dépend de la régularité et de l'importance des arrivages.

La situation très pénible dans laquelle est placée l'industrie de Roubaix, par rapport au charbon ne lui est pas particulière; elle se manifeste aussi mauvaise à Lille, à Tourcoing, et dans tout les pays. Ce ne sont pas les organismes de répartition qui en sont responsables, ils s'emploient au contraire activement à en atténuer les effets.

On est parfaitement fondé à se plaindre de cette situation et à chercher à y remédier par tous les moyens possibles, mais ces moyens se trouvent dans des efforts communs combinés avec ceux des Chambres de Commerce et non dans des récriminations, le plus souvent injustifiées qui ne peuvent aboutir à aucun résultat parce qu'elles visent des situations particulières très recommandables sans doute, mais étrangères à l'intérêt général.

On prend des mesures mais, c'est pour ravitailler la capitale

Plusieurs des avis que nous avons recueillis, on l'a remarqué, concordent à établir que la cause immédiate de la crise actuelle est le drainage du charbon des bassins du Nord et du Pas-de-Calais opéré au profit de la capitale.

Quel remède va-t-on apporter à cette situation ? La dépêche suivante que nous recevons de Paris, est bien faite pour exciter encore le mécontentement qui règne à Roubaix et dans toute la région :

Paris, 3 janvier. — Une importante conférence a été tenue, hier, à la Direction des chemins de fer du Nord, entre les directeurs de la Compagnie, les ingénieurs et les principaux chefs de service. Il s'agissait d'examiner toutes les mesures propres à intensifier le trafic sur le réseau du Nord, afin de remédier le plus possible à la pénurie des arrivages de charbon dans la capitale.

On n'en croirait point ses pauvres yeux, fatigués par la tremblotante et fumeuse lueur des bougies si l'on n'était habitué depuis trop longtemps à cette indifférence vis-à-vis du Nord !

A Lille, la situation est la même. Il y avait hier pour subvenir à tous les industriels 476 tonnes alors que les usines consomment 1.000 tonnes chaque jour. Les tramways avaient pour deux jours de charbon.

On s'attend donc à l'arrêt forcé des usines dans la circonscription de la Chambre de commerce de Lille.

L'ECLAIRAGE D'UNE NUIT DE CRISE A ROUBAIX
Le clair de lune

En cette nuit du 3 au 4 janvier 1920, où la lumière artificielle manquait dans nos rues où se lamentaient les paisibles citoyens qui sont forcés de circuler une fois la nuit venue, où se réjouissaient par avance les escarpes, un éclairage dont on ne parle guère qu'en ces temps d'infortune est venu nous rappeler à la nature primitive : un clair de lune splendide a brillé, qui avait bien son charme. Mais le bel astre est déjà à son déclin et, dans quelques nuits, il fera sombre et triste, car il serait téméraire de compter sur quelque moderne Josué arrêtant la lune...

Partout s'épuisent les réserves de pétrole et de bougies et peut-être verrons-nous bientôt réapparaître les invraisemblables quinquets du temps de l'occupation !

LA PAIX

LA RATIFICATION RETARDÉE

Les journaux allemands parlent du 10 ou du 12 janvier

Paris, 3 janvier. — On télégraphie de Berlin :

Les journaux berlinois publient, sans commentaires, une information de Paris d'après laquelle la ratification du traité serait remise du 6 au 10 ou au 12 janvier.

Les journaux pangermanistes donnent cette nouvelle sous des titres sensationnels et laissent entendre que le gouvernement français cherche à retarder la ratification définitive du traité.

Les obsèques de M. Jean Dupuy

Paris, 3 janvier. — Les obsèques de M. Jean Dupuy, sénateur, ancien ministre, directeur du « Petit Parisien », ont été célébrées, ce matin, à l'église de la Madeleine, au milieu d'une affluence considérable.

Le cortège a quitté l'église à midi précise pour se rendre au cimetière du Père-Lachaise où des discours ont été prononcés, par M. Nail, garde des sceaux, au nom du gouvernement; M. Chéron, au nom du Sénat; M. Nalèche, au nom du Syndicat de la presse parisienne; M. Paul Strauss, sénateur, au nom de l'Association des journalistes républicains et du Comité général des Associations de presse.

LES INONDATIONS

LE NIVEAU DE LA SEINE

Paris, 3 janvier. — D'après les renseignements parvenus au Sous-Secrétariat d'Etat aux travaux publics, on estime que la crue de la Seine atteindra son maximum après-demain, avec une nouvelle hausse de 50 à 60 centimètres sur les côtes d'aujourd'hui.

LA CLASSE 1920

LES JEUNES GENS ORIGINAIRES DES PAYS LIBÉRÉS

Paris, 3 janvier. — D'une réponse du ministre de la guerre à une question posée, il ressort que : les jeunes gens de la classe 1921 originaires des régions libérées, qui n'ont pas été revisés pour cas de force majeure, ne seront appelés sous les drapeaux qu'après avoir été examinés par le conseil de revision devant lequel ils auront la faculté de déposer des demandes de sursis conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi de recrutement.

LE ROI DE GRECE VICTIME D'UN ACCIDENT

Athènes, 3 janvier. — Le roi de Grèce, en se livrant à un exercice de saut, a fait une chute qui a occasionné une fracture de la cheville. Le roi devra garder le lit un mois.

UN ENFANT DEVORÉ PAR LES RATS

Vienne, 3 janvier. — Chez Mme Goy, un enfant de sept mois a été trouvé ensanglanté dans son berceau. Les rats avaient commencé à lui ronger le visage, et le nez avait presque complètement été emporté. L'état de la petite victime est grave.

DERNIERE HEURE

LE VOYAGE DE M. CLEMENCEAU

DES ACCLAMATIONS SALUENT LE PRÉSIDENT

Hyères, 3 janvier. — Par des routes accidentées qu'illumine un beau soleil d'hiver, M. Clemenceau se rend aujourd'hui à Forcalquier, Garoule, Belgentier, Sollier, Toulons, Lafarlette, Lucrau et Hyères.

Pendant les quelques instants qu'il consacre à chacune de ces localités, de chaleureuses ovations lui sont faites.

A HYERES

A l'entrée de la ville d'Hyères, le maire vint le saluer; il descend d'automobile pour prendre place dans un landau; 2 000 personnes escortent la voiture présidentielle, en acclamant le président du Conseil. Dans la traversée de la ville, les manifestations de sympathie se succèdent; de toutes les fenêtres, des fleurs sont jetées au président du Conseil. Un vin d'honneur lui est offert.

En réponse aux souhaits de bienvenue qui lui sont adressés, M. Clemenceau renouvelle ses précédentes déclarations. Il montre que partout, presque tout est à refaire et déclare qu'après la plus grande des nos grandes victoires, la France se doit à elle-même de ne pas être au-dessous de sa renommée.

Le déjeuner

A une heure, le président du Conseil assiste à un déjeuner auquel sont invités les députés du département, les maires, les conseillers généraux et municipaux de l'arrondissement. Après le déjeuner, M. Clemenceau est parti pour Toulon.

A TOULON

Toulon, 3 janvier. — C'est à Toulon que prend fin la visite du président du Conseil dans le département du Var. M. Clemenceau y arrive un peu avant cinq heures, après avoir fait un court arrêt à Parquerolles et au Pradet.

La population des faubourgs, ainsi que celle de la ville, acclame longuement le président du Conseil. M. Clemenceau descend de voiture, place de la Liberté, où se trouvent massées plusieurs milliers de personnes. La foule lui témoigne, de nouveau, sa respectueuse sympathie.

LE RETOUR A MARSEILLE

Marseille, 3 janvier. — Le train spécial ramenant M. Clemenceau, est entré en gare de Marseille à 8 h 25. Le Président du Conseil a été salué à son passage par M. Chibon, préfet des Bouches-du-Rhône; le train est reparti à 8 h. 40.

Les révélations sur la mission secrète du prince Sixte de Bourbon

Une interview de M. Ribot

Paris, 3 janvier. — M. Ribot, interrogé sur les révélations faites relativement à la mission du prince Sixte de Bourbon, a déclaré :

Je ne puis ni ne désire répondre à ces questions; je ne veux pas d'interview qui créerait forcément une polémique.

M. Ribot a ajouté :

J'accepte le rôle que l'on m'a fait jouer. Je dis en, car rien n'indique formellement que l'auteur des indiscrétions soit le prince lui-même. Différentes personnalités, à Paris, connaissaient le dossier; cette publication a, d'ailleurs, perdu de son intérêt.

Et M. Ribot termine :

Veuillez aussi vous souvenir que les commissions des deux Chambres ont eu connaissance des documents officiels et que la Chambre des députés a fait voter un ordre du jour disant que la paix ne fut jamais possible à aucun moment.

Déclaration du général Cadorna

Rome, 3 janvier. — Les journaux publient la déclaration du général Cadorna au sujet des documents sur la mission du prince Sixte.

Le général Cadorna dément notamment avoir envoyé en 1917, en Suisse, un émissaire pour proposer au ministère autrichien une paix contre la cession d'une partie du Trentin de langue italienne.

LES INONDATIONS

Les villes inondées en Seine-et-Oise

Versailles, 3 janvier. — On signale en Seine-et-Oise que les services hydro-techniques ont prévenu les habitants de la rue Saint-Louis, à Port-Marly, d'avoir à déménager. La Seine monte d'heure en heure.

Il en est de même à Athis-Mons, à Noisy-le-Grand, à Neuilly-Plaisance, à Neuil-sur-Marne, qui sont, en certaines endroits, submergées par la Marne.

Le bas de la ville de Gournay est envahi par les eaux.

Un communiqué du Sous-Secrétariat d'Etat aux travaux publics

Paris, 3 janvier. — Le Sous-Secrétariat d'Etat aux travaux publics communique la note suivante :

Ce matin, la cote était de 6°36 au pont d'Austerlitz; à 3 heures de l'après-midi, la cote était de 6°45; on prévoit que le maximum sera probablement atteint dans la journée de dimanche.

La Compagnie des Chemins de fer d'Orléans a l'honneur d'informer le public que, par suite de l'inondation, la circulation est interrompue entre les gares de Paris, Quai d'Orsay, Saint-Michel et Paris-Austerlitz.

En conséquence, le départ et l'arrivée de tous les trains s'effectuera jusqu'à nouvel ordre à la gare de Paris-Austerlitz.

Une décrue de la Meuse

Bruxelles, 3 janvier. — On signale une décrue appréciable de la Meuse, ainsi que de ses affluents.

Le mouvement gréviste en Belgique

Un communiqué du Syndicat national des cheminots, de la marine et des P. T. T.

Bruxelles, 3 janvier. — Le Syndicat national du personnel des chemins de fer, de la marine et des P. T. T., de Belgique, publie un communiqué relatif à la décision de la fédération interministérielle concernant la grève. Le Syndicat dit qu'il n'a rien de commun avec cette organisation et que si la grève générale des cheminots, des postiers et des marins devait être votée, ce sera sur l'initiative exclusive du Comité national du syndicat convoqué le 11 janvier.

Le communiqué ajoute que la situation est très grave. Mardi, les délégués du syndicat national auront une entrevue vraisemblablement avec le ministre des chemins de fer.

L'ÉTAT DE M. WILSON

Paris, 3 janvier. — On annonce que M. Wilson, président des Etats-Unis, serait atteint du thrombus, affection comportant les dangers d'une embolie.

Le mystère le plus absolu continue à entourer le président, que ses seuls familiers peuvent approcher.

Dernières Nouvelles Régionales

UNE SEPTUAGENAIRE BRULÉE VIVE A ST-PIERREBROUCK. — On a trouvé brûlée vive dans sa maisonnette, Mlle Alina Derendère, septuagénaire. Les chaises sur lesquelles était étendue la pauvre femme étaient en feu. La malheureuse avait la tête cheveux habituels de linomère son poêle avec un bâton; on suppose que celui-ci aura pris feu et qu'elle n'aura pas eu la force de l'éteindre.